

**Nations unies - Mali/MINUSMA -
Adoption de la résolution 2423 du
Conseil de sécurité des Nations
unies renouvelant le mandat de la
MINUSMA - Explication de vote du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 28 juin 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2423, qui renouvelle le mandat de la MINUSMA pour une durée d'un an.

Ne nous y trompons pas, ce renouvellement n'est pas comme les précédents. Il est assorti en effet d'un message politique fort à l'attention des parties maliennes, à savoir que le maintien dans la configuration actuelle d'une mission aussi importante et exposée que la MINUSMA doit nécessairement s'accompagner de progrès substantiels sur le volet du processus de paix. La résolution que nous venons d'adopter définit ainsi une liste précise de mesures prioritaires, directement tirées de la feuille de route agréée par les parties maliennes, dont la mise en oeuvre sera suivie avec la plus grande attention. La résolution demande au Secrétaire général d'en rendre compte dans un rapport spécifique, six mois après l'investiture du prochain Président malien. Elle exprime l'intention du Conseil de solliciter des options en faveur d'une possible adaptation significative de la MINUSMA, en cas d'absence de progrès substantiels dans la mise en oeuvre de ces mesures prioritaires. Enfin, elle souligne que la non-mise en oeuvre des dispositions de la feuille de route dans les délais annoncés conduirait également le Conseil à envisager des sanctions contre les responsables des blocages.

Monsieur le Président,

Chacun doit prendre ses responsabilités pour créer les conditions du maintien du niveau d'engagement international exceptionnel dont bénéficie le Mali. Cela ne sera possible qu'avec la mobilisation urgente et sans précédent des parties maliennes en faveur de la mise en oeuvre de l'accord de la paix. Les progrès accomplis au cours des dernières semaines sont encourageants ; ils doivent toutefois impérativement être poursuivis et amplifiés.

Monsieur le Président,

Conformément aux recommandations du Secrétaire général et aux conclusions de la revue stratégique, la résolution 2423 donne à la MINUSMA un mandat plus clair et plus réaliste,

grâce à une plus forte priorisation de ses tâches. Elle reconnaît que la mission a vocation à interagir avec les autres présences de sécurité déployées sur le théâtre malien - à savoir les forces armées maliennes, la Force conjointe du G5 Sahel, les missions européennes et l'opération Barkhane - dont les actions se renforcent mutuellement. La résolution demande à la MINUSMA de communiquer davantage auprès des acteurs locaux sur les caractéristiques et les spécificités de son mandat. Elle invite le Secrétaire général à prendre de nouvelles mesures pour renforcer la sécurité de la mission, qui est notre priorité à tous, tout en saluant les progrès accomplis au cours des derniers mois dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations du rapport Cruz. Elle appelle enfin la MINUSMA et le gouvernement malien à prendre pleinement en compte dans leurs actions les impacts sécuritaires du changement climatique et des autres facteurs environnementaux.

Le texte que nous venons d'adopter exprime également la préoccupation collective de ce Conseil à l'égard de la détérioration continue de la situation dans le Centre et des menaces qu'elle fait peser en matière de protection des civils. Il rappelle que seule une approche équilibrée combinant réponse sécuritaire et efforts en matière de développement et de gouvernance est à même de créer les conditions d'une stabilisation durable. Il exprime de sérieuses préoccupations à l'égard des allégations de violations des droits de l'Homme imputées aux forces armées maliennes et prend note avec satisfaction des mesures annoncées par les autorités maliennes à cet égard, tout en soulignant combien il importe qu'elles soient rapidement et pleinement mises en oeuvre.

Enfin, la résolution 2423 rappelle la nécessité que les élections à venir se tiennent selon des modalités qui garantissent la crédibilité de leurs résultats. Elle apporte son plein soutien au rôle de bons offices joué par le Représentant spécial du Secrétaire général au cours des dernières semaines, et appelle à la poursuite d'un dialogue constructif entre le gouvernement et l'opposition sur l'ensemble de ces questions.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, je souhaite réaffirmer ici notre soutien sans faille au rôle irremplaçable joué par la Cour pénale internationale en faveur de la paix et de la sécurité au Mali. La condamnation du djihadiste Al Mahdi pour des attaques contre le patrimoine culturel et religieux de Tombouctou, de même que le procès à venir de Mohamed Al-Hassan pour des crimes commis lors de l'occupation du Nord Mali par des groupes djihadistes, témoignent de la contribution concrète de la Cour à la lutte contre l'impunité au Mali. La résolution que nous avons adoptée aujourd'hui appelle les autorités maliennes à poursuivre leur coopération vertueuse avec la Cour, conformément à leurs obligations en vertu du Statut de Rome. Il s'agit d'un point absolument essentiel sur le chemin vers une stabilité durable au Mali.

Enfin, je souhaite remercier chaleureusement l'ensemble des membres du Conseil de sécurité pour l'esprit ouvert et constructif dont ils ont fait preuve tout au long de cette négociation. L'unité qui caractérise traditionnellement ce Conseil sur le dossier malien est un atout majeur pour nous permettre de continuer à jouer un rôle décisif en faveur de la paix et de la sécurité dans ce pays. Nous devons tout faire pour l'entretenir et en tirer le meilleur parti. C'est la logique dans laquelle s'inscrit pleinement la résolution que nous avons adoptée aujourd'hui.

Je vous remercie./.